

ded (though that in itself could often stiffen resistance to change) it is hard to imagine that anything short of major disaster would have moved most local governing bodies to serious action. To that extent therefore it would seem clear that the role of the Benthamites in all the early stages of the 19th century revolution in government was central and critical, for it was they who gave it form and impetus, not only in the measures dealt with here but through legislation of such potentially enormous impact as the Municipal Corporations Act. Finally, a hardly surprising conclusion, it appears that once away from the offices of Whitehall or Somerset House both the new patterns of thought and the structures built upon them were altered, misunderstood or simply ignored by that larger England which they sought to transform than England itself was changed by them.

Nicholas C. EDSALL,
University of Virginia.

* * *

Claude GALARNEAU. — *La France devant l'opinion canadienne (1760-1815)*. Les Cahiers de l'Institut d'histoire, n° 16. Québec et Paris, Les Presses de l'Université Laval et Librairie Armand Colin, 1970. 400 pp.

Il s'en faut pour que les faits décrits dans l'histoire soient la peinture exacte des mêmes faits tels qu'ils sont arrivés; ils changent de forme dans la tête de l'historien, ils se moulent sur ses intérêts, ils prennent la teinte de ses préjugés.

(J.-J. ROUSSEAU, *Émile*, Livre IV.)

Les progrès de la connaissance historique depuis deux siècles ont-ils rendu suranné le jugement du célèbre philosophe du « Siècle des Lumières » ? Ceux qui le croient perdront leurs illusions en lisant *La France devant l'opinion canadienne (1760-1815)*. Cet ouvrage les convaincra que l'histoire est indissociable de l'historien qui impose toujours à la connaissance des faits historiques les limites de son objectivité et de sa propre compréhension des phénomènes sociaux.

Claude Galarneau a certainement le mérite d'avoir fait une longue, patiente et minutieuse recherche pour étayer son sujet sur de nombreuses sources documentaires, tant manuscrites qu'imprimées, provenant de divers centres et dépôts d'archives publiques et privées. Il y a recueilli une riche collection de données de toutes sortes qui constitue son apport le plus original à la connaissance historique. Si l'on peut louer la présentation des documents et le choix des citations qui étoffent et émaillent son livre, l'on ne peut juger aussi favorablement l'interprétation de l'opinion canadienne que nous offre ce professeur de l'Université Laval.

Son principal effort de recherche a porté sur l'étude de la réaction de l'opinion canadienne face à la Révolution française. Il consacre une partie substantielle de sa documentation pour démontrer que l'année 1793 (exécu-

tion du roi Louis XVI et entrée en guerre de l'Angleterre contre la France) marqua un grand tournant, voire un revirement complet d'opinion chez « LES DIRIGEANTS ». Sous cette vague appellation, l'auteur englobe aussi bien les administrateurs coloniaux que les membres du clergé catholique, les conquérants que les conquis. L'on y apprend qu'il ne faut pas confondre « dirigeants politiques » et « chefs politiques » puisque « le Bas-Canada n'avait pas de chefs politiques avant 1805 » (p. 334). Cette distinction propre à la terminologie particulière de cet historien paraît signifier qu'avant 1805, les « dirigeants politiques » étaient anglais et qu'après cette date, les « chefs politiques » furent canadiens-français.

Le professeur Galarneau se distingue également par une logique toute personnelle. Selon lui, le changement d'attitude « des autorités religieuses et civiles » est d'autant plus évident que leur « silence a été total de 1789 à 1793 sur ce qui se passait en France ». Il importe d'ailleurs peu que le clergé n'ait pas exprimé « ouvertement » son opinion puisque « l'on sait bien ce qu'il pensait ». Quant aux « administrateurs anglais », on doit supposer « qu'ils inclinaient dans le même sens que les intellectuels et la presse périodique, entièrement gagnés à la cause de la liberté au pays du despotisme » puisque l'on ignore s'ils eurent « quelque réaction défavorable à la Révolution ». L'année 1793 « a tout changé pour le pouvoir civil » (p. 280).

Dans un chapitre intitulé « la Révolution régicide et la guerre sainte », Claude Galarneau expose la mise en œuvre de la propagande contre-révolutionnaire orchestrée par les « dirigeants politiques » qui purent compter sur l'entière collaboration des évêques et des curés pour détourner le peuple de ses sympathies pro-françaises et pour « garder la population canadienne dans la fidélité à l'Angleterre ». Pendant plus de vingt ans, soit de 1793 à 1815, les chefs spirituels et temporels de ce peuple conquis ont combattu « l'influence de la Grande Nation et de l'Empire ». Ils ont si bien réussi que « les habitants des villes et des campagnes n'ont jamais prouvé par des mouvements de masse qu'ils étaient en faveur de la France révolutionnaire » (p. 283). Les « mouvements de résistance » que provoquèrent les lois de 1794 et de 1796 (pour la levée de miliciens et pour la réparation des chemins) ne furent que de simples « incidents » dont les causes étaient « sans relation avec la Révolution ». Seuls des historiens « en mal de filiation révolutionnaire » ont pu croire « que les classes populaires étaient acquises aux principes de 1789 » (p. 281).

Depuis que le professeur Galarneau a épuré la documentation, « l'on ne saurait désormais qualifier d'émeutes » les soulèvements populaires de 1794 et de 1796. Les contemporains se sont alarmés à tort lorsqu'ils ont vu des centaines de paysans et villageois envahir les chemins en brandissant des fusils, des fourches et des bâtons et menacer de brûler les fermes des habitants qui se soumettraient aux ordres du gouvernement. Que l'on ait poursuivi en justice criminelle quarante-cinq personnes accusées d'avoir provoqué des « émeutes », tenu des propos séditeux et diffamatoires, assailli

des officiers de paix et des sous-voyers, délivré des prisonniers, commis des crimes de haute trahison et que quarante-trois aient été reconnues coupables de ces méfaits aux assises des Cours du Banc du Roi des districts de Montréal et de Québec, en mars 1797, prouvent qu'il ne s'agissait que de simples « incidents ». Les juges et les procureurs généraux James Monk, William Osgoode et Jonathan Sewell ont indûment exagéré l'influence passagère des émissaires français qui ont troublé l'histoire paisible d'un peuple docile et soumis aux directives des chefs spirituels et temporels. Il fallait vraiment être « en mal de filiation révolutionnaire » pour avoir « maintenu pendant plus de vingt ans le combat contre l'influence de la Grande Nation et de l'Empire ».

L'un des principaux obstacles à la reconstitution du passé provient de la documentation forcément fragmentaire dont peut disposer l'historien et c'est avec raison que l'on a écrit à ce sujet que « la connaissance historique est taillée sur le patron de documents mutilés ¹ ». L'expression de l'opinion canadienne que nous présente Galarneau souffre d'une mutilation telle que, de son propre aveu, « l'on est condamné à ignorer le sentiment des masses populaires faute de témoignages suffisants » (p. 346). Ce silence des documents n'empêche cependant pas l'historien de conjecturer que la masse de la population « paraît avoir accepté l'opinion du public instruit qui a marché à fond contre la Révolution et Napoléon » (p. 330). Cette interprétation du sentiment de la « majorité silencieuse » laisse sceptique l'auteur de la préface, le professeur André Latreille, qui formule de sérieuses réserves: « Ce que nous savons du tempérament canadien, épris d'indépendance, sensible aux appels de la liberté . . . permet de croire que ce qui a pu être recueilli des manifestations de l'opinion parmi les couches supérieures de la population (en admettant qu'elles soient authentiques) ne correspond guère aux sentiments des masses, confinées dans leur silence . . . » (p. XI). Le préfacier nous semble avoir une perception plus juste de la réalité sociale que l'auteur lui-même.

L'interprétation que donne Galarneau du sentiment de la « majorité silencieuse » repose sur les bases fragiles d'une conception que l'on ose à peine qualifier d'idéalisée tant son schéma conceptuel de la société canadienne paraît simpliste. Pour expliquer « pourquoi les masses sont demeurées indifférentes, sinon nettement antipathiques, aux principes révolutionnaires », il n'hésite pas à affirmer « qu'il n'y avait pas de conflits de classe chez les Canadiens eux-mêmes, entre seigneurs et habitants . . . [et] aucun conflit social ou idéologique n'existait entre le clergé et les classes populaires » (p. 334). Devant de telles affirmations, il est à se demander si cet historien n'aurait pas mieux fait de lire les œuvres de Tocqueville plutôt que de consacrer son temps à dépouiller « les registres des baptêmes dans vingt-trois paroisses du Bas-Canada » pour dénombrer les prénoms de *Napoléon* que les parents ont donné à leurs rejetons de 1800 à 1850 (p. 333).

L'on peut comprendre les difficultés qu'éprouve le professeur Galarneau à saisir la réalité sociale avec son approche idéaliste. Jusqu'à la fin de 1792,

les Canadiens profitèrent de la liberté de presse dont ils jouissaient pour exprimer publiquement leur opinion. Des nombreux écrits qu'ils firent paraître dans la *Gazette de Montréal*, Galarneau retient uniquement l'influence de la pensée révolutionnaire française sans attacher d'importance à l'expression des conflits idéologiques et sociaux qui existaient dans la colonie. A ses yeux, les « revendications et dénonciations » des Canadiens ne représentent qu'un exercice littéraire de la part d'« intellectuels révolutionnaires » fréquentant l'atelier de l'imprimeur Fleury Mesplet (p. 131). Au sujet de cet éditeur de la *Gazette de Montréal*, Galarneau soutient qu'il « va accentuer, grâce à la Révolution, son combat contre le clergé canadien et la religion » mais il omet de mentionner que Mesplet vendait à son imprimerie des livres religieux qu'il annonçait régulièrement dans son journal (tels que *La Journée du pieux Laïque*, *La Petite Semaine Sainte*, *La Véritable Dévotion*, etc.) et que cet émigrant français, devenu paroissien de l'Église Notre-Dame de Montréal, contracta un mariage catholique avec Marie-Anne Tison au printemps 1790.

Soucieux d'exactitude dans le menu détail des faits particuliers qu'il connaît, Claude Galarneau l'est moins pour tout ce qu'il ignore. Après nous avoir donné (p. 42) l'impression qu'une « importante fraction des Canadiens » avait été gagnée « aux idées réformistes » et s'était jointe à la bourgeoisie coloniale anglaise pour réclamer l'établissement d'institutions parlementaires, l'auteur nous revient (p. 341) pour dire qu'il ne s'agissait que d'une « mince fraction des Canadiens » ; dans la même veine, nous apprenons que le clergé fut à la fois « indifférent » et « réfractaire » à l'avènement d'un régime parlementaire (p. 43 et 342). Il existe pourtant des témoignages connus (en particulier ceux du gouverneur Dorchester et du juge en chef Smith) attestant que les membres du clergé s'efforcèrent de garder une attitude de neutralité. Affirmer que la Constitution de 1791 fut octroyée par Londres « en grande partie sous la crainte de voir les Canadiens se réveiller sous l'inspiration de la Révolution triomphante » (p. 335), c'est méconnaître l'impact de la Révolution américaine sur la genèse d'un plan constitutionnel dont les grandes lignes étaient déjà arrêtées au moment de la prise de la Bastille. C'est se méprendre grandement sur le sens et la portée de cette législation que d'en chercher les causes même « indirectes » dans le mouvement révolutionnaire français. Tout au plus pouvons-nous dire que les événements d'Outre-Manche ont accéléré le processus d'application d'une constitution coloniale modelée sur celle de la métropole.

Lorsque le professeur Galarneau se permet des affirmations douteuses et erronées sur un terrain qu'il prétend avoir « entièrement étudié » (à savoir les journaux canadiens de l'époque), l'on est en droit de s'interroger sur sa méthode de prospection. Comment n'en pas déceler les failles et lacunes lorsqu'il imagine avoir lu dans la *Gazette de Mesplet* « le récit d'une réunion de jeunes hommes assemblés pour célébrer l'Acte constitutionnel » et qu'il en conclut que la Constitution de 1791 suscita à Montréal « le même enthousiasme » qu'à Québec (p. 123). S'il avait pris le temps de vérifier ses sources plutôt que de déformer les faits rapportés par l'historien Mason Wade, il

aurait pu constater que seuls les Québécois (de la Haute et Basse-Ville) célébrèrent par des toasts l'avènement du nouveau régime constitutionnel tandis qu'à Montréal un contemporain pouvait déplorer l'absence de semblables réjouissances publiques.

En choisissant d'étudier *La France devant l'opinion canadienne*, Claude Galarneau prévoyait-il toutes les exigences d'un tel sujet ? Dans les deux chapitres qu'il consacre aux « relations et échanges » entre la France et le Canada et que nous considérons les meilleurs de son ouvrage, l'auteur a pu donner la mesure de ses capacités et de son savoir. Se serait-il limité à démontrer l'importance des « contacts personnels » et des « liens culturels » qui persistent entre Canadiens et Français, en dépit de la Conquête anglaise, qu'il aurait rendu un très grand service à la cause de l'histoire.

Pierre TOUSIGNANT,
Université de Montréal.

* * *

THOMAS F. SHEPPARD. — *Lourmarin in the Eighteenth Century: A Study of a French Village*, Baltimore, The John Hopkins Press, 1971.

The local history of France, which was once practically the preserve of provincial antiquarians, is now rapidly acquiring major importance as a field of research. This is partly because several outstanding scholars have shown from the history of the capital that it is both possible and valuable to write history "from below", so that the anxieties and aspirations of ordinary people emerge as matters of significance in their own right. Before his death, Professor Cobban, too, made us increasingly aware that many — though not necessarily all — of the controversies about the causes and consequences of the French Revolution cannot be resolved until we know a great deal more about the real structure of society in eighteenth century France. If to all this there be added a growing realization of the wealth of material that is to be found in the local archives of France, it is scarcely surprising that local studies have become exciting to students of French history.

The appearance of a work as authoritative and attractive as Dr. Sheppard's study of Lourmarin, a village in Provence, is the more welcome on this account: for to write local history well is far more difficult than many suppose. As some published works already demonstrate, local sources are no less liable than others to be interpreted in the light of preconceived ideas; and while local studies can both illuminate and be illuminated by national developments, much of significance may be missed if the research is not closely correlated with wider scholarship. Art, moreover, is as necessary as knowledge if material that is miscellaneous in its nature is to be made coherent without simply being systematised as soulless statistics.

Happily, Dr. Sheppard avoids all these dangers with apparent ease. If he gives his readers tables and statistics in abundance, he also ensures by his text that their purpose and significance are clearly established; and